

Comprendre le néolibéralisme universitaire français à partir de la Suisse

Pour citer cet article :

Cristina Del Biaggio - Université Grenoble Alpes

"Comprendre le néolibéralisme universitaire français à partir de la Suisse"

Riurba /Numéro

URL :

<http://www.riurba.review/2020/03/comprendre-le-neoliberalisme-universitaire-francais-a-partir-de-la-suisse/>

DOI :

Date d'impression : 30 mars 2020

Je me rappelle d'une discussion avec un professeur à l'Université de Genève qui connaît bien le système universitaire français parce que, lui-même Français, a émigré en Suisse en qualité de professeur. J'étais alors à mon *je-ne-sais-plus-combien-énième* contrat post-doctoral. Je défendais, auprès de lui et d'autres collègues, le statut français de maître·sse de conférences. Ce contrat existe aussi en Suisse, même s'il porte un autre nom : Maître·sse d'Enseignement et de Recherche (MER). Un statut qui existe sur le papier, mais qui, dans la réalité et par conviction, n'est plus utilisé pour embaucher de nouveaux et nouvelles collaborateurs/trices. Dans le discours de l'excellence, pas de place pour des MER. MER c'est du *has been*. La mode, c'est les *tenure tracks*.

La pyramide des universités en Suisse se compose d'une poignée de professeur·es (dont seulement 28% de femmes à l'Université de Genève en 2018[1]), divisé·es entre professeur·es « ordinaires », « assistant·es » et « associé·es », des doctorant·es, et, entre les deux, une armée de post-doctorant·es qui cumulent les contrats et les statuts. Et dans un système de relève académique où l'on préfère les profs *stars* qui viennent d'universités *prestigieuses* étrangères plutôt que les personnes qui ont été formées *grâce à l'argent des contribuables* dans des universités en Suisse... pas de place pour moi. Moi qui, de surcroît, ne crois pas à l'*excellence* qui se résume en un ou quelques chiffres et en nombre de publications dans des revues scientifiques « classées ». Revues que je combats par ailleurs, car prédatrices d'un savoir qui devrait être partagé et public. Que je combattais, quand j'étais post-doctorante, dans les principes, un peu moins dans la pratique, pour ne pas « *me fermer les portes* ».

J'ai commencé un doctorat à 30 ans car, au fonds et après d'autres expériences auparavant, j'ai compris que c'était le monde universitaire celui dans lequel je me sens le mieux. Tout en ayant eu un parcours professionnel riche, et notamment dans le monde associatif, le métier de l'enseignement et de la recherche était celui qui me tenait et me tient toujours à cœur. Mais, à un moment, alors que la quarantaine approchait, je voyais bien que je n'aurais pas pu continuer à faire de la *slow science engagée* sans être titulaire. A 40 ans, je continuais encore et toujours à cumuler contrat sur contrat (j'en ai empilé 20 en 10 ans de travail à l'Université de Genève, comme je l'ai expliqué à la *Tribune de Genève* en janvier 2020[2]), que je combinais avec un travail dans le monde associatif. Le champ de la recherche dans lequel je m'inscris, celui des études sur la migration, mais aussi mon engagement aux côtés des chercheur·es de Turquie limogé·es de leurs universités pour avoir signé une pétition *pour la paix*[3], la prise de conscience du nombre de collègue·s fragilisé·es dans leur santé et celle de l'ampleur des cas de harcèlement sexuel[4] et moral qui sévissent au sein de l'institution (et qui sont aggravés par

la précarisation croissante) ont renforcé ma conviction de la nécessité de défendre *bec et ongles* une université *publique, libre, engagée, ouverte, et indépendante*. Je me rendais compte que je ne pouvais pas défendre activement ces valeurs sans un poste titulaire, au risque non seulement de ne pouvoir rien espérer changer au niveau collectif mais également d'en sortir perdante au niveau personnel.

Or ma carrière personnelle s'inscrit dans un cadre plus large, et collectif, qui perdure depuis désormais des années.

Déjà en 2012, un cahier des doléances[5] avait été présenté aux États généraux de la recherche à Lausanne. Il pointait les problèmes suivants :

- La précarité financière des chercheur-es;
- La quantification de la recherche et la compétition accrue entre les chercheur-es,
- La hiérarchie au sein de l'université;
- L'atrophie des activités d'enseignement au profit de celles de la recherche;
- La perte du sens des objets étudiés par la recherche.

Des questions qui sont encore d'une criante actualité car, en 2019, les statistiques montrent que huit chercheur-es sur dix sont sans contrat fixe dans les universités suisses[6]. Ainsi, et en allant encore plus loin, selon l'hebdomadaire *WOZ* « ce sont les 90% du personnel qui assurent le fonctionnement de l'académie »[7]. Un fonctionnement qui crée un « mal-être profond »[8] tant l'université se transforme en « machine à broyer », comme l'écrit un journaliste de la *Tribune de Genève*[9].

Et alors, si je voulais à la fois ne pas trahir mes valeurs et continuer à exercer le métier qui me tenait à cœur, un seul choix s'imposait à moi, soit quitter le monde académique, soit quitter mon pays pour trouver ailleurs ce que je cherchais. Et c'est à Grenoble en 2017 que j'ai, le jour de mon 40^{ème} anniversaire, obtenu un poste de maîtresse de conférences.

Un peu plus de deux ans après mon arrivée, le *New Public Management* et le néolibéralisme universitaire me rattrapent. Le gouvernement Macron, qui semble être plus au galop qu'en marche, veut pallier le « décrochage identifié dès 2013 entre les universités et organismes publics français et leurs homologues en Europe et dans le monde »[10].

Pourtant, ce qui dans le rapport est dénommé « décrochage » est ce qui m'a *attiré* en France et c'est exactement ce pour quoi j'ai quitté la Suisse...

Ainsi je me retrouve, en ce début 2020, à lutter, avec plein de collègues et décidément moins seule que dans mon pays de naissance, pour défendre la fameuse université *publique, libre, engagée, ouverte, et indépendante* pour laquelle, dans les autres pays européens, on a (un peu ou pas) lutté. Mais le combat, elleux, ielles l'ont perdu. Au prix que l'on connaît.

Si je lutte *ici et maintenant* c'est parce que je suis fermement convaincue que si on gagne en France la victoire contre une université néolibérale, on peut faire tache d'huile bien au-delà des frontières nationales. Et si, en France, on ne cède pas au chant des sirènes du néolibéralisme universitaire, je suis aussi fermement convaincue que le supposé « retard » décrié par certain-es aujourd'hui se transformera en avance. Car la grogne grandit aussi dans les autres pays européens, qui se battent pour ce qu'en France, nous sommes en train de perdre, mais nous n'avons heureusement pas encore complètement perdu [11].

Cristina Del Biaggio

Maîtresse de Conférences en géographie, Université Grenoble Alpes, UMR Pacte, France

Ce billet est publié en même temps que d'autres textes, en réponse à l'[Appel à billets : Nos conditions de recherche dans le champ de l'urbanisme : témoignages internationaux](#) :

- Introduction : "[Pour que l'Europe de la recherche ne soit plus là même](#)" de J. Buyck ;
- "[L'Espagne, entre précarité et « fuite des cerveaux »](#)" de I. Ramirez ;
- "Implications of turning UK Higher Education Institutions into profit-oriented Enterprises" d'A. Frank ;
- "Les Pays-Bas et le prix de l'excellence" de V. Mamadouh

[1] https://www.unige.ch/stat/files/1815/5246/5011/Brochure_statistique_2018_-_En_ligne_TM.pdf

[2] « 'Burn-out' en série chez les chercheurs genevois » , *La Tribune de Genève*, 07.01.2020, <https://www.tdg.ch/geneve/actu-genevoise/burnout-serie-chercheurs-genevois/story/10365762>

[3] Pour plus d'information, voir le site des Académicien·nes pour la paix: <https://barisicinakademisyenler.net/English>. Après avoir quitté la Suisse, j'ai continué à créer des liens avec les collègues de Turquie. Nous avons notamment organisé, à l'Université Grenoble Alpes, deux journées de rencontre/réflexion/échange. La première, en janvier 2018 dans les cadres des Rencontres de géopolitique critique, autour de la question de la production des savoirs en situation d'Etats d'urgence (voir le texte: [Produire des savoirs en situation d'Etat d'urgence de la Turquie à Grenoble: https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02295382v1](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02295382v1)). La deuxième, en octobre 2019, a réuni aussi des chercheur·es du Brésil: "Universitaires en danger - Journée de réflexion et de solidarités avec des universitaires du Brésil et de Turquie" (<https://www.pacte-grenoble.fr/actualites/universitaires-en-danger-journee-de-reflexion-et-de-solidarites-avec-des-universitaires-du-bresil-et>)

[4] A écouter en podcast, une intervention de Farinaz Fassa autour de "La recherche en Suisse : quand le genre interroge l'excellence": <http://savoirlibre.net/?article=la-recherche-en-suisse-quand-le-genre-interroge-lexcellence>

[5] Voir : <http://savoirlibre.net/?article=introduction-les-etats-de-la-recherche>

[6] <https://www.heidi.news/articles/dans-les-universites-suissees-huit-chercheurs-sur-dix-n-ont-pas-de-contrat-fixe>

[7] <https://www.woz.ch/-9ce8>

[8] Opinion de trois chercheur·es en Suisse parue dans le quotidien *Le Temps*, « Une relève académique en souffrance », 23.01.2020, <https://www.letemps.ch/opinions/une-releve-academique-souffrance>

[9] « 'Burn-out' en série chez les chercheurs genevois » , *La Tribune de Genève*, 07.01.2020, <https://www.tdg.ch/geneve/actu-genevoise/burnout-serie-chercheurs-genevois/story/10365762>

[10] Rapport du groupe de travail « Attractivité des emplois et des carrières scientifiques » (https://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/loi_programmation_pluriannuelle/46/4/RAPPORT_FINAL_GT2_Attractivite_des_emplois_et_des_carrieres_1178464.pdf) pour préparer la Loi de programmation pluriannuelle de la recherche combattue en ce moment par un très grand nombre de chercheur·es et enseignant·es en France.

[11] Voir une liste non exhaustive d'actions et réflexions dans le monde académique européen:
<https://academia.hypotheses.org/lheure-est-greve/dissent-in-european-higher-education>